

Le secteur sécurité et l'avenir de la démocratisation

La transition démocratique égyptienne n'aboutira pas avant d'en finir avec l'impunité des services de sécurité, ce qui est difficile dans l'actuel état d'extrême polarisation.

Omar Ashour

L' *Ikhwanisation* de la police est un terme que l'on retrouve souvent dans les journaux égyptiens fondés par des partis et des figures de l'opposition et encore plus dans des débats télévisés sur des chaînes privées. Le terme fait référence au processus à travers lequel les Frères musulmans (*al Ikhwan al Muslimin*) tentent de contrôler le ministère de l'Intérieur. Ceci est le reflet le plus récent de la politique de réforme du secteur de la sécurité dans un pays où la brutalité policière a provoqué une révolution. Ainsi donc, les Frères musulmans et leur Parti de la Liberté et la Justice (PLJ) tentent-ils d'*ikhwaniser* les forces de police ? Ou s'agit-il d'une tentative pour remplir un objectif révolutionnaire et consolider un pilier important dans toute démocratie, tel que le contrôle de l'appareil de sécurité ? Ou rien de tout cela, et il s'agit simplement d'un processus de lutte de pouvoir où la propagande, la tromperie et la manipulation du secteur de la sécurité sont les éléments centraux ? Pour répondre à ces questions, commençons l'histoire par le début.

La révolution et le secteur de la sécurité

Nous savons que les actions du secteur de la sécurité ont déclenché la révolution égyptienne du 25 janvier 2011. Le meurtre public d'un activiste d'internet, Khaled Saïd, en juin 2010, aux mains de deux policiers ne fut que le prélude mémorable de la brutalité des Forces de sécurité centrale (CSF, selon les sigles en anglais) et de l'armée de caïds (*baltagia*, individus armés, embauchés pour attaquer des réunions politiques) habillés en civils au cours des mois des élections parlementaires de novembre et décembre 2010, qui ont préparé le terrain pour la révolution. Selon de nombreux révolutionnaires, les forces de police étaient l'armée qui protégeait le régime. La confrontation était donc inévitable pour le changement : « Nous devons les faire plier... Si seulement on avait trouvé une autre manière, mais il n'y en avait pas... maintenant il faut tout arranger », déclarait un activiste

adolescent qui avait participé dans la confrontation sur le chemin vers la place Tahrir, le 28 janvier 2011, au cours d'un entretien avec moi, en novembre 2011.

De ce fait, pendant trois décennies, Hosni Moubarak a gouverné l'Égypte avec un mélange de cooptation clientéliste et de répression brutale. Il a continué ce que Sadate avait commencé : libéralisation politique limitée, une façade électorale avec des élections solidement truquées et la croissante dépendance de deux institutions de sécurité concrètes, le Service de renseignement de la sûreté de l'État (SSI, selon les sigles en anglais), un appareil d'intelligence national doté de 100 000 effectifs, et les CFS, une force paramilitaire avec 300 000 effectifs. La première agissait en tant que « cerveau » protecteur du régime et la seconde en tant que « muscle ». Toutes deux étaient destinées aussi bien à coopter les adversaires politiques qu'à les éliminer. Moubarak se trouvait à la tête du Conseil Suprême de la Police, le plus haut organisme de commandement des forces de sécurité, qu'il a utilisées pour étayer son régime. Au cours des deux dernières décennies, et surtout après les attaques terroristes du 11-S aux USA, la répression représentait une politique habituelle tandis que de nombreux gouvernements occidentaux fermaient les yeux face aux violations des droits de l'Homme, dans le contexte de la dite « guerre contre la terreur ». Mais la contribution la plus significative de Moubarak à la sécurité, fut l'énorme attribution de pouvoir au SSI, qui opère techniquement depuis le ministère de l'Intérieur. De ce fait, avec la dictature, l'Égypte, qui était un État dominé par les militaires, devint un État gouverné par le SSI. Le changement explique, en partie, l'appui que nombreux militaires, de rang bas ou moyen, offrirent à la révolution de 2011, puisqu'ils ressentaient qu'ils avaient moins de pouvoir que ceux qui étaient censés être leurs subordonnés du SSI.

En général, on a accusé le SSI de pratiquer des tortures systématiques, des enlèvements et des détentions illégales. À l'intérieur du SSI, ce sont l'Administration générale de l'Activité extrémiste (EA selon les sigles en anglais)

Dr. Omar Ashour, senior lecturer à l'Institute of Arab and Islamic Studies, Université d'Exeter et chercheur non résident du Brookings Doha Center. Il est l'auteur de *The De-Radicalization of Jihadists: Transforming Armed Islamists Movements* et *Libyan Islamists Unpacked: The Rise, Transformation and Future*. O.Ashour@exeter.ac.uk ou @DrOmarAshour.

et le Groupe Antiterroriste (CTG, selon les sigles en anglais) qui accumulaient la plupart des accusations. Celles-ci incluaient des exécutions extrajudiciaires et des meurtres sur commande. « On a arrêté ce type et les officiers de l'EA et du CTG ont commencé à discuter. Ils ont obtenu l'information qu'ils voulaient, mais aucun des deux ne voulait le garder. L'officier du CTG mit fin à la discussion. Il a poussé l'homme par la fenêtre et celui-ci est mort à l'instant. On était en plein Ramadan et l'officier du CTG arrivait en retard au repas du *suhur*... après ils ont rigolé », me racontait un ancien officier du SSI, en février 2012. Les officiers du CTG ont été aussi accusés, par une commission d'enquête désignée par le gouvernement, d'avoir tiré avec des francs-tireurs sur la place Tahrir, épice de protestations populaires au Caire en janvier 2011, même si personne n'a été jugé (Rapport de la Commission d'Enquête : « Les francs-tireurs du Ministère de l'Intérieur ont assassiné des manifestants », *Al-Ahaly*, 19 avril 2011).

Le secteur de la sécurité post révolutionnaire : stagnation ou réforme ?

Après le renversement de Moubarak, en février 2011, l'Égypte a été témoin de plus de 10 initiatives pour réformer le secteur de la sécurité et, bien qu'elles varient considérablement, aussi bien en qualité que sur la portée, aucune ne s'est centrée sur le contrôle des forces armées. Au contraire, ces initiatives étaient dirigées aux forces de sécurité internes dépendant du ministère de l'Intérieur. Un éventail varié d'acteurs intéressés par le processus les a proposées : des groupes de la société civile, des officiers de police désenchantés et leurs organisations non officielles, le ministère de l'Intérieur même et le Parlement.

Après avoir expulsé le gouvernement d'Ahmed Chafik, désigné par Moubarak, et son ministre de l'Intérieur, le général Mahmoud Wagdy, le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) au pouvoir a désigné le 3 mars 2011 un gouvernement proche de la révolution, dirigé par le premier ministre Essam Charaf. Celui-ci a nommé en tant que ministre de l'Intérieur Mansour Issaoui, général à la retraite depuis 14 ans, mais avec une réputation propre et populaire parmi les officiers. Issaoui a gagné en crédit du fait de certains changements et de réformes à l'intérieur du ministère de l'Intérieur. Avec l'appui du CSFA, il a dissout le SSI et a licencié ou mis à la retraite 505 lieutenants-généraux, 82 généraux de brigade et 82 colonels. Au lieu du SSI, il a établi l'Appareil national de sécurité (NSA, selon les sigles en anglais), décision qui fut d'abord applaudie, mais que l'on a fini par critiquer comme un simple changement de nom, mais non de pratiques. À part ceci, rien n'a vraiment changé.

Avec l'élection du premier président civil dans l'histoire d'Égypte, un ancien prisonnier politique, les attentes vis-à-vis d'un processus exhaustif de réforme du secteur de la sécurité se sont accrues. En août 2012, le président Mohammed Morsi a réussi à expulser les lea-

ders de l'*establishment* militaire, qui représentaient le principal obstacle sur le chemin. Ensuite il aurait pu nommer un ministre de l'Intérieur réformiste ou avec des tendances réformistes, ce qui aurait octroyé plus de pouvoir à la faction réformiste au sein du ministère de l'Intérieur et facilité le processus de réforme.

Mais l'approche présidentielle du processus de réforme du secteur de la sécurité a été graduelle, non révolutionnaire, en suivant les normes du système. Loin de l'*Ikhwani* du ministère de l'Intérieur, Morsi a désigné le général Khaled Tharwat en tant que nouveau chef du NSA, en octobre 2012. Tharwat provient du noyau du SSI. Il dirigeait l'« Activité Interne », l'administration générale responsable de diriger et d'enquêter sur des groupes de la société civile, des partis politiques et des médias. À une certaine époque, il a aussi dirigé le groupe « Contre l'activité de la Fratrie », chargé de neutraliser les Frères musulmans. De plus, à la différence de la Tunisie, où le ministre de l'Intérieur est un civil du parti Ennahda, victime de tortures, le premier ministre de l'Intérieur de l'administration de Morsi fut le général Ahmed Gamal el Din, connu pour sa loyauté envers le général Habib el Adli, ministre de l'Intérieur sous Moubarak, condamné pénalement. Gamal el Din faisait partie de la ligne dure lors des négociations pour libérer des prisonniers politiques après le succès de la révolution et lors des conversations pour mettre fin aux combats de rue de Mohammad Mahmoud en novembre 2011. Il a aussi prêté témoignage lors du « Procès des officiers de Gizeh » où 17 policiers étaient accusés d'avoir tué et blessé des manifestants, en janvier 2011. Il a défendu les policiers, en déclarant que les victimes furent assassinées en « légitime défense ». La « Coalition d'Officiers mais Honorables », organisation extra-officielle de police à faveur des réformes internes, a accusé Gamal el Din d'appartenir à une puissante faction anti-réformiste au sein du ministère, nommée « les hommes d'el Adli » (en référence au précédent ministre de l'Intérieur Habib el Adli). Le deuxième ministre de l'Intérieur nommé par Morsi est aussi un général provenant du département des Prisons. Il est encore tôt pour juger ses actions vis-à-vis du processus de réforme du secteur de la sécurité, mais en général, l'administration Morsi n'a effectué aucun pas décisif sur cette question, probablement en raison d'un bon calcul politique.

Un dilemme de sécurité ? La politisation du processus de réforme

Jusqu'ici, j'ai 186 officiers morts et plus de 800 blessés, des sous-officiers qui empêchent les chefs de sécurité d'entrer dans leurs bureaux, un palais présidentiel attaqué toutes les semaines par une centaine d'enfants... et le principal complexe gouvernemental d'Égypte bloqué pendant quatre jours. Quand est-ce que j'aurais le temps pour des réformes ? Lorsque ces polémiques politiques finiront », déclarait le ministre de l'Intérieur,



Des policiers protègent le Parlement. Le Caire, décembre 2012. / MAHMUD HAMS/AFP/GETTY IMAGES

Mohammed Ibrahim, le 19 février 2013. Il s'agit de l'une des rares occasions où un ministre de l'Intérieur a parlé en public sur les limitations des forces de sécurité et le processus de réforme et, ce qui est plus inquiétant, c'est qu'il ne mentait ni sur les faits, ni sur les chiffres. Un effondrement du ministère de l'Intérieur, en ce moment, pourrait avoir des conséquences désastreuses en Égypte. « De nombreux officiers de police ont besoin d'une bonne récupération psychologique. La révolution a fait des ravages chez certains, tandis que d'autres sont devenus plus cruels et violents. Les deux situations sont également mauvaises », me racontait Tamer Meky, ancien commandant de Sécurité Publique et membre du Parlement.

La violence dans les rues et la politisation du processus de réforme du secteur de la sécurité par les adversaires politiques a eu des conséquences négatives sur le processus et sa crédibilité. Dans des émissions de télévision, des figures de l'opposition réclament l'application de la réforme du secteur et qu'on mette fin à la brutalité policière. Mais en même temps, ces figures louent les généraux de sécurité et des juges et des procureurs corrompus, connus pour avoir appuyé des tactiques brutales et de fausses accusations. Certains hommes politiques, leur réclament même d'intervenir dans le processus politique en prenant des mesures énergiques contre leurs adversaires. Dans ce sens, le ministère de l'Intérieur est attrapé dans un cercle vicieux. D'un côté, il est responsable de la défense des institutions de l'État, ce qui inclut le président, le Parlement, les mairies et le complexe administratif le plus grand d'Égypte sur la place Tahrir (*al*

Mujamma). Toutes ces institutions sont constamment attaquées aussi bien par des criminels que par un mélange d'activistes politiques violents de différents *backgrounds*. Ils ont pour dénominateur commun de se trouver du côté politique du « perdant » : aussi bien dans le processus révolutionnaire (comme Moubarak et les loyaux au Parti national démocratique), que dans le processus démocratique (comme les vaincus lors des élections présidentielles ou parlementaires).

D'un autre côté, si certains de ces manifestants meurent ou sont blessés, le ministère de l'Intérieur est accusé de brutalité. À ceci il faut ajouter l'inexpérience dans l'utilisation des tactiques de contrôle de masses non létales. « Écoute, le modèle actuel est celui d'attaquer les officiers avec des coups de feu et des cocktails Molotov. S'il fuit, il est accusé de négligence et il devra subir un procès. S'il répond, il est accusé de brutalité et il devra aussi subir un procès. Qu'est-il supposé faire ? », me racontait un commandant des Forces de sécurité, qui fut témoin de l'attaque contre le palais présidentiel, en janvier dernier.

Il n'y a pas de transition démocratique complète sans combattre l'abus, éradiquer la torture et mettre fin à l'impunité des services de sécurité avec un contrôle effectif et clair des forces armées et de l'*establishment* de sécurité. Ces objectifs étaient le noyau de la révolution de 2011. Mais dans l'actuel état d'extrême polarisation en Égypte, on ne peut pas les atteindre ; ni face aux tentatives constantes des adversaires politiques pour manipuler le secteur de la sécurité. Comme des cas similaires l'ont démontré, l'unité des forces politiques est la clé du succès de la réforme du secteur de la sécurité et de la démocratisation. ■